Eric Anceau : “La trahison des élites”

25/12/2012 à 12h00

Eric Anceau est un historien français, maître de conférence à Paris IV-La Sorbonne et enseignant à Sciences-Po, spécialiste du Second Empire et des élites en France de 1815 à nos jours. Il a notamment écrit une biographie de référence de Napoléon III. Il est membre de Debout La République et de son contre-gouvernement. (NDLR)

> *« Aujourd’hui, l’élite est en complet déni de la réalité et en totale incapacité de proposer une issue raisonnable à la crise dans laquelle elle a largement contribué à précipiter le pays.»*

“Que les élites dirigeantes puisent leur légitimité dans la tradition, le charisme ou la légalité, selon la typologie bien connue proposée par Max Weber (1919), elles doivent savoir gérer les crises qui, périodiquement, frappent les sociétés dont elles ont la charge pour se maintenir au pouvoir. Faute de l’avoir compris, la noblesse française, crispée sur ses privilèges et désireuse d’en obtenir davantage, a tout perdu en ouvrant, entre 1787 et 1789, la boîte de Pandore d’un réformisme incomplet parce qu’exclusivement destiné à lui profiter.
Depuis, le rôle de nos élites est plus complexe. Au travers de quinze changements de régimes, elles sont restées au pouvoir sous divers avatars dans le cadre d’une démocratisation relative mais réelle et au prix de concessions importantes. Dans sa fresque monumentale, *La Responsabilité des dynasties bourgeoises* (1943-1973), Beau de Loménie présentait l’extraordinaire capacité des mêmes familles et des mêmes

réseaux à se maintenir au sommet, en dépit d'effondrements nationaux dont ils étaient, en grande partie, responsables, et qui s'étaient payé à chaque fois par l'occupation et le démembrement du territoire : 1815, 1870, 1940 ! Caricatural dans ses détails – l'auteur relayait par exemple le « mythe des deux cents familles » –, le tableau présentait un fond de vérité. Au cours des Trente Glorieuses, ces mêmes élites n'en ont pas moins défini une nouvelle politique sociale, construit une industrie moderne et animé, à partir de 1958, sous la direction du général de Gaulle, un régime qui a fait rayonner la France. Lorsque mourut Beau de Loménie en 1974, sa fresque semblait décrire un passé révolu.

En 1960, Raymond Aron lui-même évoqua une démocratie libérale chimiquement pure et préservée de tout péril majeur par le contrôle que des catégories dirigeantes différenciées exerçaient les unes sur les autres. Il n'occultait cependant ni les menaces, ni les limites qui pesaient sur le régime selon son cœur. L'un de ses collègues d'outre-Atlantique, Charles Wright Mills n'avait-il pas publié quatre ans plus tôt *The Power Elite* dans lequel il décrivait, force chiffres et exemples à l'appui, la collusion entre le monde politique, les magnats du capitalisme financier et le lobby militaro-industriel qui menaçait l'essence de la démocratie américaine ? De fait, la France ne fut pas épargnée.

En 1977, Pierre Birnbaum dénonçait dans *Les Sommets de l'État*, l'interpénétration de la politique et de l'administration. Le phénomène ne fit que s'accélérer au cours des décennies suivantes, au point que désormais la classe politique, la haute fonction publique, le grand patronat industriel, le monde de la finance et de nombreux journalistes travaillant pour les médias mainstream ne composent plus qu'une seule élite. Le clivage gauche-droite hérité de 1789 est devenu secondaire. Une véritable oligarchisation du pouvoir est même en cours. Le népotisme actuel dépasse celui qu'ont connu nos défuntes monarchies. Comme l'ont montré maints ouvrages récents dont les enquêtes édifiantes de Sophie Coignard et Romain Gubert, *L'Oligarchie des incapables* et de Noël Pons, *La*

Corruption des élites, ce phénomène s'accompagne d'un dévoiement de l'expertise et de multiples conflits d'intérêts. Aujourd'hui, l'élite est en plein rejet du passé, en complet déni de la réalité et en totale incapacité de proposer une issue raisonnable à la crise dans laquelle elle a largement contribué à précipiter le pays. Revenons brièvement sur cette trahison, au sens où l'élite manque à l'immense responsabilité dont elle est investie.

Depuis la Révolution, les élites ont réussi à se perpétuer au pouvoir parce qu'elles ont su ajuster notre modèle d'État-nation aux transformations du monde, aux crises intérieures et aux périls extérieurs. Après la Première Guerre mondiale, certains avaient cherché à encourager le dialogue direct des associations internationales et des régions par-dessus les États, lors de la Conférence de Versailles, mais ils avaient échoué devant l'opposition des gouvernements. L'avènement des États-Unis en tant que superpuissance changea la donne après 1945. Nul n'ignore le rôle que ceux-ci jouèrent dans la construction européenne lors de la Guerre froide.

Le discours sur la péremption des États-nations de la Vieille Europe, d'abord limité à quelques cercles atlantistes, à la Conférence Bilderberg et à la Trilatérale a fini par gagner Bruxelles, Luxembourg, Francfort et Paris. Il est devenu le discours dominant de l'élite. L'universalisme français né durant les Lumières et développé par la Révolution missionnant la Grande Nation pour le propager à travers le monde a été transformé en un cosmopolitisme dissolvant. De façon improbable il y a encore trente ans, le néolibéralisme, la démocratie-chrétienne et le gauchisme libertaire finissent par se retrouver dans une forme de pensée unique post-nationale. Nombre de « féodaux » à la tête de nos régions attendent impatiemment le moment proche où ils vont bénéficier de la gestion des fonds structurels.

> *Le peuple qui conserve son attachement à l'État-nation, à la démocratie et à la République est qualifié au mieux de poujadiste, au pire de nationaliste*

Déjà méprisé, le peuple qui conserve son attachement à l'État-nation, à la démocratie et à la République est qualifié au mieux de poujadiste, au pire de nationaliste, alors même que le printemps arabe et l'émergence de puissances comme la Chine, l'Inde ou le Brésil soulignent la vitalité des États-nations. Ainsi que Renan l'écrivait : *« L'existence des nations est la garantie de la liberté qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un seul maître »*.

Des discours exclusivement passéistes et radicaux apportent de l'eau au moulin de l'élite, mais ne suffisent pas à éradiquer le patriotisme, comme la victoire du « non » au référendum de 2005 l'a montré. Une grande partie de l'élite partage donc le vœu formulé par l'universitaire américain Bryan Caplan dans *The Myth of the Rational Voter* (2008) : il faudra bien remplacer la démocratie par le marché, puisque le peuple est ignare mais indispensable à la consommation. L'ère post-démocratique annoncée par Jürgen Habermas, Hubert Védrine ou Emmanuel Todd est peut-être proche.

S'ajoute le complet déclin du sens du service public et désintéressé face au libéralisme-libertaire du gagner-toujours-plus-pour-jouir-davantage. Le culte de l'argent et les rémunérations disproportionnées ont progressé au cours des dernières années, en raison de la financiarisation de l'économie et de l'impuissance à établir des contrôles et des freins efficaces. Comme Christopher Lasch l'a montré dans *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* (1994), il n'est pas surprenant que l'élite qui démissionne de son rôle historique pour défendre ses privilèges et ses intérêts particuliers impose la règle de la non-règle, entonne l'hymne de la pluralité et ne soit guère disposée à lutter contre une tendance d'une partie de nos compatriotes à se penser non en citoyens appartenant à une même république, mais en individualités relevant de communautés.

Les médias qui avaient joué un rôle essentiel dans l'affirmation de la nation et dans l'épanouissement du vivre-ensemble ont promu de faux maîtres à penser dans le cadre d'une « société du spectacle » et d'un « festivisme » dénoncés

par Guy Debord et par Philippe Muray.
Au vrai, une forme de schizophrénie française amène notre élite à osciller entre la confiance aveugle en elle-même et la haine de soi, telle que définie en 1930 par Theodor Lessing et qui s'applique si bien à nombre de nos dirigeants conscients de leur impuissance. L'instinct grégaire, le conformisme et l'incapacité à penser la complexité internationale amènent l'élite, d'une part, à s'en remettre à la fraction d'entre elle – les financiers – la plus en phase avec la mondialisation et accessoirement qui maîtrise l'usage de l'anglais, à défaut d'avoir su prévoir et vaincre la crise et, d'autre part, à rejeter tous ceux qui pensent différemment.
Notre seul prix Nobel d'économie, Maurice Allais, mort en 2010, n'était plus invité nulle part, parce qu'il avait eu le malheur de dénoncer le dogme du libre-échange. La formation élitaire à la française porte ici une part de responsabilité comme de nombreuses études l'ont montré depuis une trentaine d'années.
Tout concourt donc à amener l'élite à s'exonérer de la mission qui lui incombe : penser la France telle que son histoire l'a faite, telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être, ni figée dans son passé, ni soumise à une réformite aiguë mal pensée et destructrice, mais réformée raisonnablement, stratégiquement et courageusement, pour continuer de tenir un rang dans le monde de demain. La situation actuelle présente quelque analogie avec 1788 et nos dirigeants doivent prendre garde, car comme l'écrivit Vilfredo Pareto en 1916, « *l'histoire est un cimetière d'élites* ».
Ils doivent retrouver au plus vite l'intelligence du cours des choses dans cette crise qui n'est pas seulement politique, économique et sociale. Elle risque de les emporter et notre civilisation avec eux. Le grand philosophe de l'histoire, Arnold J. Toynbee nous a prévenus : *« Les civilisations ne meurent pas assassinées. Elles se suicident. »*
La France debout, n°2-2012.
Source Facebook